

# MINUTE

Direction Départementale des Territoires  
Service Planification, aménagement et  
Connaissance des Territoires  
Planification Versailles  
35, Rue de Noailles – BP 1115  
78011 VERSAILLES CEDEX

Objet : Elaboration PLU -- PLU arrêté.

- Affaire suivie par : Mme Isabelle LE HELLEY

- 
- N/Réf. : AB/PLU/HARDRICOURT/PSL/71187
  - Affaire suivie par : M. Abdelaziz BERNICHI  
Tél : 01 85 58 25 52 - Email : [abdelaziz.bernichi@sncf.fr](mailto:abdelaziz.bernichi@sncf.fr)

La Plaine Saint-Denis, le : **27 FEV. 2017**

Madame,

*En préambule, je vous informe de la création au 1<sup>er</sup> juillet 2015 du Groupe Public Ferroviaire qui comprend 3 établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) : SNCF (« Epic de tête ») qui assure le pilotage stratégique des EPIC SNCF Réseau (gestionnaire d'infrastructure, ex RFF-SNCF Infra et DCF) et SNCF Mobilités (exploitant ferroviaire, ex SNCF).*

Par courriel en date du 18 janvier 2017, vous avez bien voulu m'informer de la décision de la communauté urbaine GPSEO, par délibération de son conseil communautaire en date du 15 décembre 2016, d'arrêter le projet de Plan Local d'Urbanisme de la commune d'Hardricourt.

Vous avez demandé à SNCF de vous faire connaître, pour ce qui la concerne et au nom de SNCF Réseau et SNCF Mobilités, son avis sur le PLU arrêté.

Après consultation de ce document, je vous prie de bien vouloir prendre en compte les observations qui suivent :

## Servitude d'utilité publique :

Le territoire de la commune d'Hardricourt étant traversé par les emprises de la ligne ferroviaire :

- 334000 de Paris-Saint-Lazare à Mantes-Station par Conflans-Sainte-Honorine  
du Pk 41+906 au Pk 43+358.

J'ai noté que les emprises ferroviaires étaient bien matérialisées sur le plan des servitudes d'utilité publique. Aussi, j'ai constaté la présence de la fiche T1 et son annexe identifiant les servitudes imposées aux riverains du chemin de fer. Il convient, par contre, de modifier telles que précisées ci-après, l'identification et les coordonnées actualisées du service gestionnaire des servitudes liées à la présence du chemin de fer :

**SNCF – DIRECTION IMMOBILIERE ILE DE FRANCE**  
Pôle Développement et Planification - Urbanisme  
10, rue Camille Moke (CS 20012) – 93212 La Plaine Saint-Denis

### **Règlement**

J'ai bien noté que les emprises ferroviaires étaient inscrites en zone UM, zonage spécifique aux activités ferroviaires et en zone 2AU, zonage spécifique à l'opération d'aménagement future. SNCF n'a pas d'observation à apporter sur ces deux zonages tant qu'ils permettent de réaliser des constructions, équipements et installations nécessaires à l'activité ferroviaire et je vous en remercie. En effet, la circulaire du 15 octobre 2004 demande à veiller «à ce que les règles applicables dans les zones où sont situées nos emprises n'interdisent pas les travaux, installations et constructions nécessaires à l'activité ferroviaire».

### **Consultation**

Je tiens à rappeler qu'il est nécessaire de consulter systématiquement SNCF pour les permis de construire ou lotissement jouxtant la plate-forme ferroviaire. Cette demande de consultation est fondée, d'une part sur l'article R111-2 du code de l'urbanisme qui prohibe la réalisation de constructions qui peuvent causer un danger pour la sécurité publique, ou être elles-mêmes soumises à un danger, et d'autre part, sur l'article L 2231-5 du Code des Transports qui prévoit une servitude interdisant la construction de bâtiments à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer.

A cet effet, je vous précise qu'il convient d'adresser les dossiers relevant de votre Service Urbanisme en rapport avec des travaux à réaliser en bordure des emprises ferroviaires à la Direction Immobilière Île-de-France dont voici les coordonnées :

**SNCF -- DIRECTION IMMOBILIERE ILE DE FRANCE**  
Pôle Connaissance du Patrimoine  
10 rue Camille Moke (CS 20012) – 93212 La Plaine Saint-Denis

En outre, il conviendra de préciser à toute personne ayant choisi de s'établir à proximité de notre domaine qu'elle supportera ou prendra toutes les mesures complémentaires d'isolation acoustique conformes à la loi du 31 décembre 1992 et à ses décrets d'application et à l'arrêté ministériel du 30 mai 1996.

Vous remerciant par avance de bien vouloir me tenir informé des suites données à mes observations et m'adresser un exemplaire du PLU approuvé.

Je vous prie de croire, Madame, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le chargé d'urbanisme

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'Abdelaziz BERNICHI', written over the printed name.

Abdelaziz BERNICHI